

PREFECTURE DU RHONE

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION GENERALE

Lyon, le 25 AVR 2002

Bureau de l'environnement
et des installations classées

Affaire suivie par Véronique CHAPPUIS
☎ : 04 72 61 64 54
Fax : 04 72 61 64 26



ARRETE

**imposant des prescriptions complémentaires
à la société SMAD, ZI de la Ponchonnière à SAVIGNY**

*Le Préfet de la zone de défense Sud-Est
Préfet de la région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur*

VU le code de l'environnement -partie législative -;

VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU la circulaire ministérielle du 23 avril 1999 relative aux tours aéroréfrigérantes visées à la rubrique 2920, et à la prévention de la légionellose ;

VU l'arrêté préfectoral n° 94.861 du 28 août 1994 portant approbation du plan régional de valorisation et d'élimination des déchets industriels spéciaux en Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 96.700 du 26 janvier 1996 portant approbation du plan d'élimination des déchets ménagers et assimilés dans le département du Rhône ;

VU l'arrêté préfectoral n° 96.652 du 20 décembre 1996 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse ;

../..

VU l'arrêté préfectoral du 26 juin 1998 modifié le 23 juin 1999, régissant le fonctionnement des activités exercées par la société SMAD dans son établissement situé ZI de la Ponchonnière à SAVIGNY ;

VU la déclaration en date du 3 décembre 2001 de la société SMAD relative aux modifications de ses activités ;

VU le rapport en date du 8 janvier 2002 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du conseil départemental d'hygiène exprimé dans sa séance du 28 mars 2002;

CONSIDERANT que les modifications décrites par l'exploitant concernent :

- la suppression de stockage de matières plastiques,
- l'arrêt de l'activité d'emploi de matières plastiques,
- l'augmentation des puissances de réfrigération et de compression,
- la réduction des matières combustibles entreposée ;

CONSIDERANT le rapport de décembre 1998 établi par l'Institut de Veille Sanitaire du ministère de la santé concernant une épidémie de légionellose survenue en juin-juillet 1998 ;

CONSIDERANT que les enquêtes épidémiologiques, environnementales et microbiologiques menées à ce sujet, ont conduit à considérer que la dissémination d'aérosols contaminés à partir d'une tour d'aéroréfrigération, associée à une installation de réfrigération, était la source la plus probable de cette épidémie ;

CONSIDERANT de ce fait, qu'en l'état actuel des connaissances, il apparaît approprié, en application d'un principe de précaution, de renforcer les prescriptions notamment en ce qui concerne l'entretien et la maintenance des circuits d'eau afin qu'ils ne soient pas propices à la prolifération de légionella et d'éviter la propagation dans l'environnement d'aérosols pouvant présenter un risque microbien ;

CONSIDERANT que la réfrigération au sein de la société SMAD s'effectue par des tours aéroréfrigérantes ;

CONSIDERANT que les prescriptions existantes ne prennent pas en compte la prévention de la légionellose ;

CONSIDERANT dans ces conditions, qu'il y a lieu :

- de prendre acte de la déclaration de l'exploitant relative à la modification de ses installations,
- de procéder à la mise à jour du tableau des activités exercées sur le site,
- de prescrire des mesures de prévention de la légionellose ;

CONSIDERANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 susvisé ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1

Il est accusé réception de la déclaration en date du 3 décembre 2001 de la société SMAD relative à la modification de ses installations sises zone industrielle de la Pontchonnière à Savigny.

ARTICLE 2

Le tableau des installations de l'article 1 point 1.1 de l'arrêté préfectoral du 26 juin 1998 modifié par arrêté du 23 juillet 1999 est remplacé par le tableau ci-dessous:

Désignation des installations	Volume des activités	Rubriques de la nomenclature	Classement
Installation de réfrigération ou de compression fonctionnement à des pressions effectives supérieures à 10^5 Pa	Puissance absorbée : 2751 kW - compresseurs au fréon R22 pour la génération de froid : 644 kW - compressions pour la production d'air comprimé : 2107 kW	2920 2.a	A
Utilisation d'appareils et matériels imprégnés contenant plus de 30 l de polychlorobiphényles ou polychlorobiphényles	Volume des PCB : 780 l -Un transformateur de 1000 kVA contenant 1120 kg de PCB	1180 - 1	D
Stockage de matières, produits ou substances combustibles en entrepôt couvert	1000 t dans un volume < 50 000 m ³	1510 - 2	D
Atelier de charge d'accumulateurs, la puissance maximale du courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW	Puissance installée : 15 kW	2925	D
Installation de combustion	Puissance thermique des chaudières : 9,3 MW	2910 - A.2	D

ARTICLE 3

Les dispositions de l'article 11 relative aux installations de compression et de réfrigération sont complétées comme suit:

11.3 – Installations de réfrigération

11.3.1 - Définition – Généralités

Les dispositifs à refroidissement par pulvérisation d'eau dans un flux d'air sont soumis aux obligations définies par le présent arrêté en vue de prévenir l'émission d'eau contaminée par légionella.

Sont considérés comme faisant partie du système de refroidissement au sens du présent arrêté les circuits d'eau en contact avec l'air et l'ensemble évaporatif qui leur est lié.

Dans le présent arrêté, le mot exploitant désigne l'exploitant au sens de la loi du 19 juillet 1976 susvisée.

11.3.2 - : Entretien et maintenance

11.3.2.1. - L'exploitant devra maintenir les installations en bon état de surface et exempt de tout dépôt le garnissage et les parties périphériques en contact avec l'eau (et notamment les séparateurs de gouttelettes, caissons...) pendant toute la durée de fonctionnement du système de refroidissement.

11.3.2.2.

I – Avant la remise en service du système de refroidissement intervenant après un arrêt prolongé, et en tout état de cause au moins une fois par an, l'exploitant procédera à :

- une vidange complète des circuits d'eau destinée à être pulvérisée ainsi que des circuits d'eau d'appoint ;
- un nettoyage mécanique et/ou chimique des circuits d'eau, des garnissages et des parties périphériques ;
- une désinfection par un produit dont l'efficacité vis-à-vis de l'élimination des legionella a été reconnue, tel que le chlore ou tout autre désinfectant présentant des garanties équivalentes.

Cette désinfection s'appliquera, le cas échéant, à tout poste de traitement d'eau situé en amont de l'alimentation en eau du système de refroidissement.

Lors des opérations de vidange des circuits, les eaux résiduelles seront soit rejetées à l'égout, soit récupérées et éliminées dans un centre de traitement des déchets dûment autorisé à cet effet au titre de la législation des installations classées. Les rejets à l'égout ne devront pas nuire à la sécurité des personnes ni à la conservation des ouvrages.

II – Si l'exploitant justifie d'une impossibilité technique à respecter les dispositions de l'article 11.3.2.2-I, il devra mettre en œuvre un traitement efficace contre la prolifération des légionella, validé in situ par des analyses d'eau pour recherche de légionella, dont une au moins interviendra sur la période de mai à octobre.

Notamment, les systèmes de refroidissement associés à des installations ne faisant pas l'objet d'un arrêt annuel relèvent du point 11.3.2.2-II ci-dessus.

11.3.2.3. - Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant mettra à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité du système de refroidissement et susceptibles d'être exposés par voie respiratoire aux aérosols des équipements individuels de protection adaptés (masque pour aérosols biologiques, gants...), destiné à les protéger contre l'exposition :

- aux produits chimiques,
- aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes.

Dans ce cas, un panneau devra signaler le port de masque obligatoire.

11.3.2.4 - Pour assurer une bonne qualité de l'eau du système de refroidissement, l'exploitant fera appel à du personnel compétent dans le domaine du traitement de l'eau.

11.3.2.5. - L'exploitant reportera toute intervention réalisée sur le système de refroidissement dans un livret d'entretien qui mentionnera :

- les volumes d'eau consommée mensuellement,
- les périodes de fonctionnement et d'arrêt,
- les opérations de vidange, nettoyage et désinfection (dates/nature des opérations/identification des intervenants/nature et concentration des produits de traitement,
- les analyses liées à la gestion des installations (température, conductivité, pH, TH, TAC, chlorures, concentration en légionella...).

Les plans des installations, comprenant notamment le schéma à jour des circuits de refroidissement, devront être annexés au livret d'entretien.

Le livret d'entretien sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

11.3.2.6. - L'inspecteur des installations classées pourra à tout moment demander à l'exploitant d'effectuer des prélèvements et analyses en vue d'apprécier l'efficacité de l'entretien et de la maintenance des circuits d'eau liés au fonctionnement du système de refroidissement.

Ces prélèvements et analyses microbiologiques et physico-chimiques seront réalisés par un laboratoire qualifié dont le choix sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées.

Les frais des prélèvements et des analyses seront supportés par l'exploitant.

Les résultats d'analyses seront adressés dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

11.3.2.7

I - Si les résultats d'analyses réalisées en application de l'article 11.3.2.2.-II, de l'article 11.3.2.5 ou de l'article 11.3.2.6 mettent en évidence une concentration en légionella supérieure à 10^5 unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant devra immédiatement stopper le fonctionnement du système de refroidissement. Sa remise en service sera conditionnée au respect des dispositions de l'article 11.3.2.2.-I.

II - Si les résultats d'analyses réalisées en application de l'article 11.3.2.2.-II, de l'article 11.3.2.5 ou de l'article 11.3.2.6 mettent en évidence une concentration en légionella comprise entre 10^3 et 10^5 unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant prendra les mesures pour faire redescendre la concentration en légionella en dessous de 10^3 unités formant colonies par litre d'eau et fera réaliser un nouveau contrôle de la concentration en légionella un mois après le traitement.

Ces opérations de traitement et contrôle seront renouvelées tant que la concentration en légionella restera comprise entre 10^3 et 10^5 unités formant colonies par litre d'eau.

11.3.3.- Conception et implantation des nouveaux systèmes de refroidissement.

11.3.3.1. - L'alimentation en eau d'appoint de chaque système de refroidissement répondra aux règles de l'art et sera dotée d'un compteur.

Le circuit d'alimentation en eau du système de refroidissement sera équipé d'un ensemble de protection par disconnection situé en amont de tout traitement de l'eau de l'alimentation.

11.3.3.2 - Les rejets d'aérosols ne seront situés ni au droit d'une prise d'air, ni au droit d'ouvrants. Les points de rejet seront en outre disposés de façon à éviter le siphonnage de l'air chargé de gouttelettes dans les conduits de ventilation d'immeubles avoisinants ou les cours intérieures.

ARTICLE 4

1. Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de SAVIGNY et à la préfecture du Rhône (Direction de l'Administration Générale -3ème Bureau) et pourra y être consultée.
2. Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.
3. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.
4. Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 5

Délai et voie de recours (article L 514.6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 6

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAVIGNY, chargé de l'affichage prescrit à l'article 4 précité,
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- au directeur, chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- à l'exploitant, par la voie administrative.

LYON, le 25 AVR 2002

Le Préfet,


Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Gilbert PAYET

Pour copie conforme
La Secrétaire Administrative déléguée


Véronique CHAPPUIS